



SCOLARISER UN ENFANT PORTEUR D'UN HANDICAP



Mise à jour le 15/09/2015

Ce livret est destiné à :

- vous informer
- vous guider dans l'accompagnement des familles autour des questions liées à la scolarisation des enfants malades et handicapés.

Si celui-ci ne répond pas à toutes vos questions, n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques.

Les enseignantes spécialisées de l'Education Nationale et la Cellule Handicap sont à votre disposition pour répondre à vos questions.

Centre scolaire Education Nationale

Carré Necker, Porte N2, 1^{er} étage

01.44.49.47.78

centrescolaire.necker@nck.aphp.fr

Cellule Handicap de l'hôpital Necker

<mailto:cellule.handicap@aphp.fr>

Toutes les informations qui suivent sont données à titre indicatif, à adapter au cas par cas.

Ce livret est réalisé par :

Marie-Line LOGNOZ et Stéphanie BROMAN, enseignantes spécialisées du service de neurochirurgie pédiatrique

Geneviève Baujat, pédiatre service de génétique

Anne Le Guennec, assistante sociale service de génétique

Béatrice Bollaert, coordinatrice Espace Maladies Rares Maladies Chroniques

Sommaire

- 1. Comment inscrire son enfant à l'école ?**
- 2. Quels seront vos partenaires à l'école ?**
- 3. Quels aménagements pour la scolarité de votre enfant ?**
- 4. L'Equipe de Suivi de Scolarisation (ESS) : compenser le handicap**
- 5. Scolarisation à domicile**
- 6. Les différents types d'aménagements pour les examens**

Annexes :

- Glossaire
- Foire aux questions
- Ressources
- Modèle de PPS
- Modèle de PAI
- Le Geva-Sco

Introduction

Selon le Code de l'Education, **l'instruction est obligatoire** pour les enfants français ou étrangers, entre 6 et 16 ans (Article L. 131-1).

Les enfants et adolescents handicapés sont soumis à l'obligation éducative.

Tout enfant **doit pouvoir** être accueilli à l'âge de 3 ans dans une école maternelle ou une classe enfantine le plus près possible de son domicile, si sa famille en fait la demande (Article L. 113-1).

A partir de 6 ans l'instruction est obligatoire.

Les enfants satisfont à cette obligation en recevant soit une éducation ordinaire, soit, à défaut, une éducation spéciale, déterminée en fonction des besoins particuliers de chacun d'eux par la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) dépendante de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées). Loi du 11/02/2005 (article L. 112-1).

La Loi de 2005 assure à l'élève handicapé, le plus souvent possible, une scolarisation ordinaire au plus près de son domicile ; elle associe étroitement les parents à la décision d'orientation de leur enfant et à toutes les étapes de leur parcours scolaire.

Une information exhaustive basée sur la confiance et le partenariat sont les seuls gages d'une intégration réussie.

1. Comment inscrire son enfant à l'école ?

L'inscription se fait à la mairie de votre domicile avec les documents suivant :

- livret de famille, carte d'identité ou copie d'extrait d'acte de naissance
- justificatif de domicile
- document attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge

La mairie délivre un certificat d'inscription indiquant l'école d'affectation. Il faudra alors **se présenter au directeur de l'école** pour enregistrer l'inscription, sur présentation des documents suivants :

- livret de famille, carte d'identité ou copie d'extrait d'acte de naissance
- certificat d'inscription délivré par la mairie
- document attestant des vaccinations obligatoires

L'inscription doit être faite au plus tard au mois de juin précédant la rentrée scolaire. Mais certaines communes la prennent plus tôt. **Renseignez-vous tôt.**

Tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école ou l'établissement spécialisé le plus proche de son domicile, qui constitue son **établissement de référence**.

Dans le cadre de son projet personnalisé, si ses besoins nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école ou un autre établissement (sanitaire ou médico-social) ou bien à domicile (Article D 351-1).

2. Quels seront vos partenaires à l'école ?

L'équipe pédagogique : elle est composée de l'ensemble des enseignants de l'école, des enseignants spécialisés et du Directeur.

L'enseignant référent est un enseignant de l'Education Nationale spécialisé dans le domaine du handicap. Il est déchargé d'enseignement.

Il est le lien et le médiateur entre les parents, l'équipe pédagogique, les rééducateurs, les centres de soins et la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées).

Il veille à la mise en œuvre du Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS), à la cohérence et à la continuité du parcours scolaire de l'élève en situation de handicap. Il favorise le partenariat entre tous les adultes autour de l'élève.

Chaque directeur d'école ou chef d'établissement connaît les coordonnées de l'enseignant référent de son secteur et doit pouvoir les fournir aux familles qui le demandent.

Le psychologue et le médecin scolaire seront présents tout au long du parcours scolaire de votre enfant.

3. Quels aménagements pour la scolarité de l'enfant ?

Dans le cadre d'une scolarisation en milieu ordinaire, des dispositifs spécifiques peuvent être mis en place, lors d'une équipe éducative (une réunion), pour favoriser l'intégration de votre enfant à l'école.

L'équipe éducative est réunie par le directeur de l'école conformément à l'article D 321-16 du Code de l'Education :

« L'équipe éducative est composée des personnes auxquelles incombe la responsabilité éducative d'un élève ou d'un groupe d'élèves. Elle comprend le directeur d'école, le ou les maîtres et les parents concernés, le psychologue scolaire et les enseignants spécialisés intervenant dans l'école, éventuellement le médecin de l'Education Nationale, l'infirmière scolaire, l'assistante sociale et les personnels contribuant à la scolarisation des élèves handicapés dans l'école comme **l'AESH (Accompagnant d'Elève en Situation de Handicap) anciennement AVS**. Le directeur d'école peut recueillir l'avis des agents spécialisés des écoles maternelles.

Elle est réunie par le directeur chaque fois que l'examen de la situation d'un élève ou d'un groupe d'élèves l'exige qu'il s'agisse de l'efficacité scolaire, de l'assiduité ou du comportement.

Les parents peuvent se faire accompagner ou remplacer par un représentant d'une association de parents d'élèves de l'école ou par un autre parent d'élève de l'école.

Cette équipe éducative peut être demandée soit par la famille soit par l'équipe pédagogique.

Plusieurs dispositifs peuvent être proposés : PAI, PAP, PPS

- **PAI (Projet d'Accueil Individualisé) hors MDPH**

Ce PAI concerne les élèves atteints de maladie chronique, d'allergies et d'intolérances alimentaires.

Le **PAI** est un projet établi **à votre demande**, en tant que parents, coordonné par le directeur d'école ou le chef d'établissement avec l'aide du **médecin qui suit régulièrement** votre enfant et du médecin scolaire.

Chaque élève titulaire d'un PAI peut ainsi bénéficier de son traitement ou de son régime alimentaire, le PAI assure sa sécurité et pallie les inconvénients liés à son état de santé.

Hormis les aménagements prévus dans le cadre du PAI, la scolarité de l'élève se déroule dans les conditions ordinaires.

Le médecin scolaire rencontre l'élève et/ou sa famille afin de cerner les difficultés. Il rédige le PAI et veille au respect du secret professionnel ainsi qu'à la clarté des préconisations pour des non-professionnels de santé.

Avec l'accord de la famille, toute information pouvant être utile à la prise en charge de l'élève pourra être jointe au projet. Les symptômes visibles, les mesures à prendre pour assurer la sécurité de l'élève, les médecins à joindre doivent y figurer. *Article D 351-9 (dernière mise à jour février 2014)*

- **Le PAP (Plan d'Accompagnement Personnalisé) hors MDPH**

C'est un dispositif d'accompagnement pédagogique qui s'adresse aux élèves pour lesquels il y a des difficultés scolaires graves et durables en lien avec un trouble des apprentissages, qui nécessitent des aménagements et des adaptations de nature pédagogique, **sans besoin de compensation**. (*circulaire n° 2015-016 du 22-1-2015*)

Le médecin scolaire constate les troubles des apprentissages et donne un avis sur la pertinence de la mise en place du **PAP**.

Le PAP est **élaboré par les enseignants**, qui associent les parents et les professionnels concernés (rééducateurs...). Ensuite, l'équipe pédagogique le met en oeuvre et assure son suivi au sein de la classe.

Le PAP peut être proposé par le Conseil des Maîtres (à l'école primaire), le Conseil de classe (au collège et au lycée) ou encore par la famille.

- **PPS (Projet Personnalisé de Scolarisation) reconnaissance du handicap par la MDPH**

L'enfant a un handicap reconnu par la **MDPH** et il entre à l'école pour la première fois.

La famille saisit la MDPH pour un **plan de compensation** (des aménagements spécifiques) par le formulaire Cerfa.

- La MDPH contacte ensuite **l'Enseignant Référent** afin que soient fournis tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la situation.
- L'Enseignant Référent demande alors à l'établissement scolaire de réunir une **équipe éducative initiale afin de renseigner le GEVA-Sco première demande**.
- Une copie de celui-ci est transmis à la famille et à tous les partenaires ainsi qu'à l'Enseignant Référent qui le transmet à son tour à la MDPH.
- **L'Equipe Pluridisciplinaire d'Evaluation (EPE)** de la MDPH, qui regroupe les différents professionnels des secteurs de la santé et de l'éducation, procède à l'évaluation des besoins de compensation de l'élève à partir du GEVA-sco.

Cette EPE élabore ensuite le PPS puis le soumet à la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH).

- o **La CDAPH** valide le PPS élaboré par l'EPE et notifie les décisions pour assurer un **parcours de scolarisation** cohérent : accompagnements thérapeutiques (SESSAD) et rééducatifs (rééducations en libéral ou en CMPP,CMP), aide humaine (AVS/AESH), matériel pédagogique adapté et aménagements pédagogiques.

Elle statue également sur l'orientation des élèves. Ce projet tient compte des souhaits du jeune et de sa famille et de l'évaluation de ses besoins (décret 2014-337 du 18/11/2014 relatif au suivi et à l'accompagnement pédagogique des élèves).

Le chef d'établissement est le garant de la mise en œuvre du PPS .

L'Enseignant Référent est en charge de réunir l'**Equipe de Suivi de Scolarisation (ESS)** au minimum une fois par an, pour réexaminer le PPS. Il peut toutefois être révisé à tout moment en fonction de l'évolution des besoins.

Cette demande peut précéder l'entrée effective de l'enfant à l'école.

La MDPH peut être saisie par la famille pour une demande de PPS à tout moment de la scolarité.

Exemples d'adaptations : Difficultés graphiques (difficultés rencontrées /aides proposées)

L'écriture n'est pas automatisée même si l'élève est capable de bien écrire pendant un certain laps de temps. Cela a un coût cognitif important, au détriment des apprentissages. Il est essentiel de réduire au strict nécessaire la tâche d'écriture.

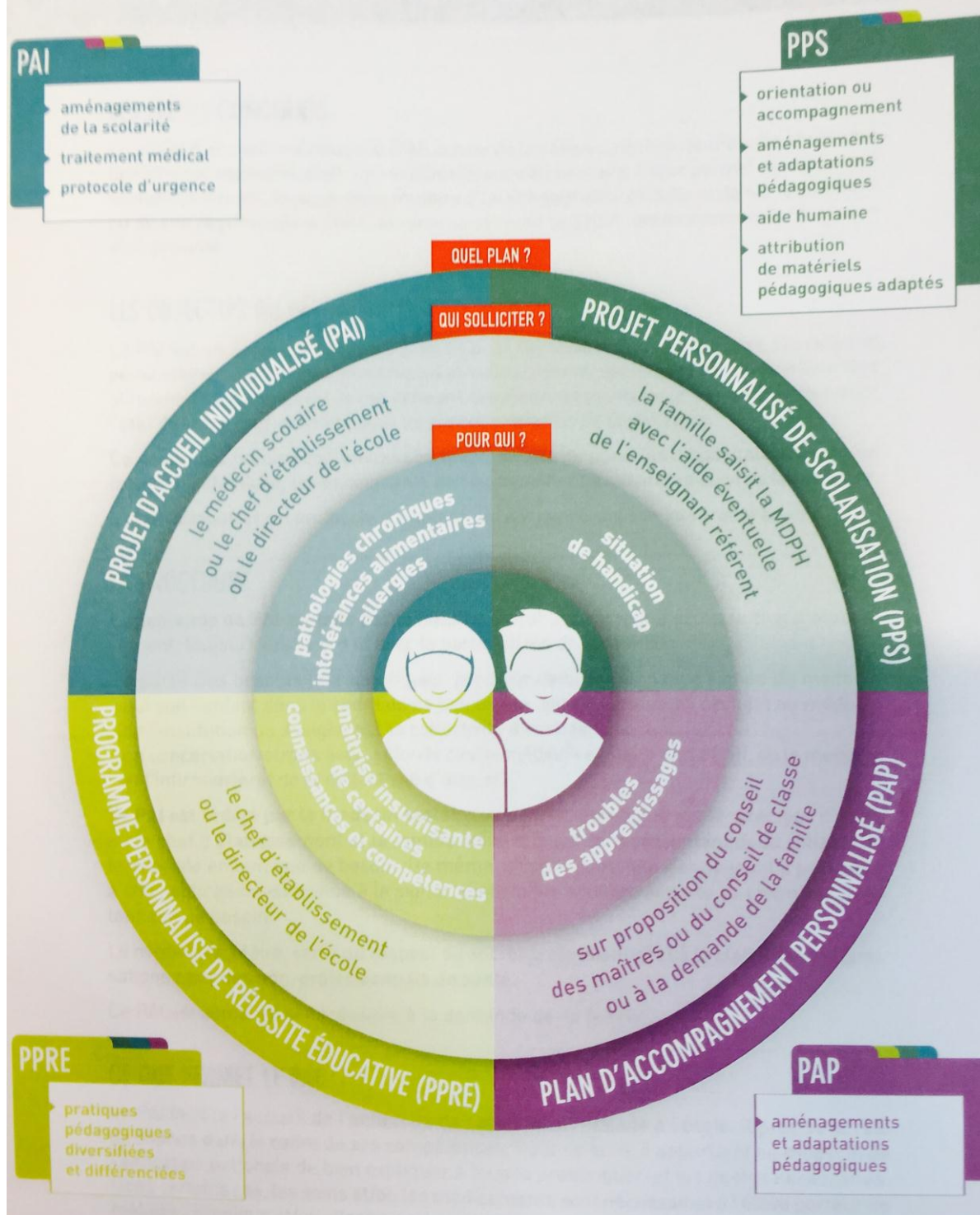
Lorsque l'objectif de l'activité n'est pas à proprement parler graphique, l'acte graphique risque de mobiliser inutilement l'attention de l'enfant au détriment de l'apprentissage en cours. Il est préférable d'éviter à l'élève d'être en situation de double tâche.

De manière générale :

Mettre en place le tiers-temps pédagogique comme suit : 1/3 d'exercices en moins au quotidien y compris pour les devoirs à la maison ; ou bien 1/3 de temps supplémentaire lors des contrôles déterminants et des examens.

Lorsque l'objectif est un objectif d'apprentissage de l'écriture	réduire la quantité d'écrit.
Dans les autres situations d'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas évaluer la qualité de l'écriture • Eviter la copie • Favoriser l'interrogation à l'oral • Accepter un plan détaillé à la place d'un texte entièrement rédigé • Varier le type d'évaluation : les graphiques, tableaux, schémas à légènder, QCM, les textes à trous...
Devoirs sur table et devoirs à la maison (supports préparés par l'enseignant)	<ul style="list-style-type: none"> • éviter au maximum des espaces de réponses trop restreints qui pénalisent l'enfant. Une présentation aérée l'aidera à mieux organiser son travail.
	<ul style="list-style-type: none"> • Etre indulgent sur la manipulation des outils scolaires (règles, compas, équerre...). Il est difficile pour ces enfants d'être précis.

Quel plan pour qui ?



Source : http://cache.media.education.gouv.fr/file/12_Decembre/37/3/DP-Ecole-inclusive-livret-repondre-aux-besoins_373373.pdf

4. L'Equipe de Suivi de Scolarisation (ESS) : compenser le handicap

Afin que lui soit assuré un parcours de formation adapté, chaque enfant, adolescent ou adulte a droit à une évaluation de ses compétences, de ses besoins et des mesures mises en œuvre dans le cadre de ce parcours, selon une périodicité adaptée à sa situation (au moins une fois par an). Article L. 112-2

L'ESS est une réunion organisée par l'enseignant référent au minimum une fois par an, soit à la demande de la famille, soit à la demande de l'équipe pédagogique. L'enseignant référent réunit la famille, l'équipe pédagogique, le médecin scolaire, le psychologue scolaire. Sont invités également les rééducateurs, les intervenants des CAMSP, CMPP, CMP, SESSAD...

L'ESS peut faire appel aux expertises des personnels médicaux et sociaux de l'établissement scolaire et, en lien avec le directeur de l'établissement sanitaire ou médico-social, aux personnels de ces établissements ou services

Elle informe la CDAPH de toute difficulté de nature à mettre en cause la poursuite du PPS.

Lors de la réunion de l'ESS, **les parents peuvent être assistés** par la personne de leur choix ou se faire représenter.

Le GEVA-Sco

Les informations rassemblées au cours de cette réunion sont transcrites dans le document intitulé « **guide d'évaluation des besoins de compensation en matière de scolarisation (GEVA-Sco)** ». Arrêté du 06/02/2015- JO du 11/02/2015

Ce document est un plan de compensation du handicap.

Le GEVA-Sco est le volet scolaire du GEVA qui est le guide d'évaluation et d'aide à la décision pour les MDPH.

Le PPS élaboré par la MDPH est inclus dans le GEVA-Sco réexamen. Ce document initial a été conçu conjointement par le Ministère de l'Education Nationale et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. Son objectif est de mettre en place des supports communs d'observation, d'évaluation et d'élaboration des réponses, qui puissent être utilisés par les MDPH, les services de l'Education Nationale et leurs partenaires dans le cadre d'un processus harmonisé, exploitable sur tout le territoire national.

Cet outil de recueil de données permet de faire partager à tous les partenaires les éléments d'observation de l'élève en situation scolaire tant du point de vue de ses activités d'apprentissage, de sa mobilité, de sa sécurité, des actes essentiels de la vie quotidienne, ou encore de ses activités relationnelles et de sa vie sociale

Il existe deux documents GEVA-Sco mis à jour sur le site du Ministère après la publication au Journal Officiel du 11 février 2015 :

- **GEVA-Sco première demande** concernant les élèves qui n'ont pas encore de PPS
- **Le GEVA-Sco réexamen** concernant les élèves qui ont déjà un PPS

Exemples d'aménagements scolaires et d'adaptations pédagogiques notifiés par un PPS

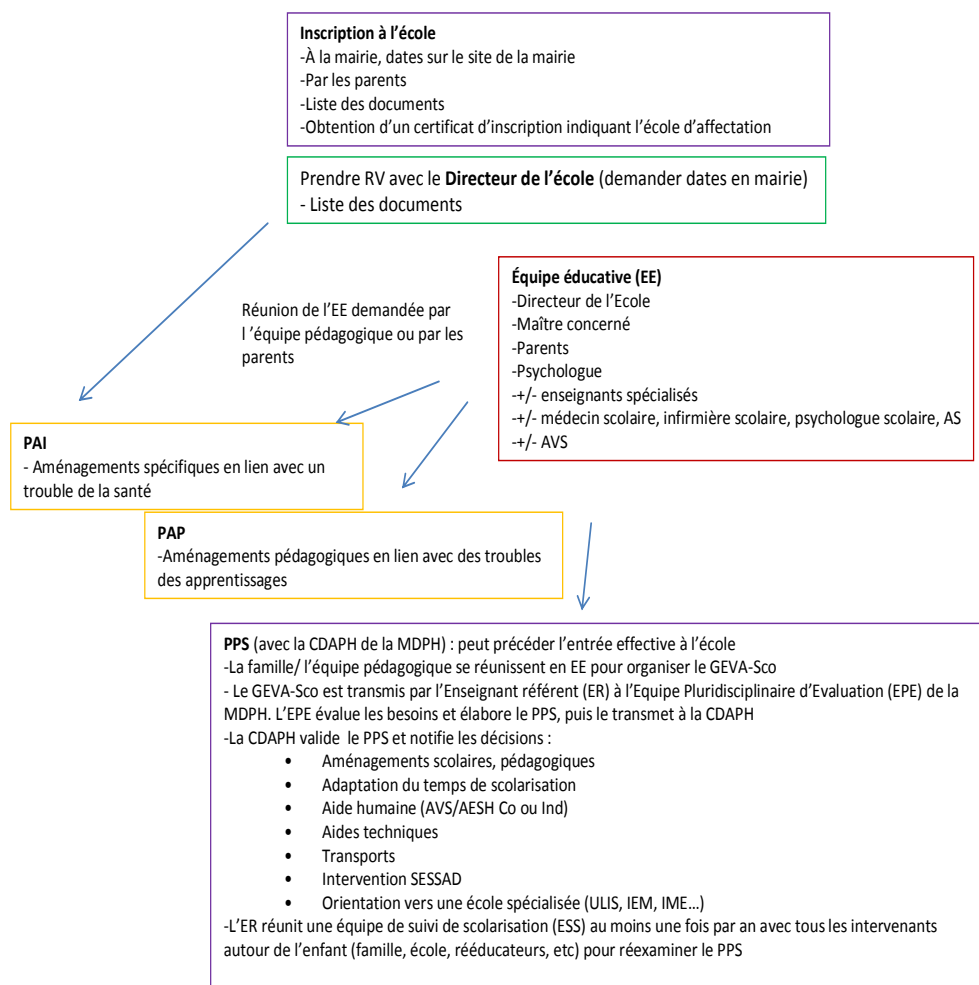
- adaptations pédagogiques (allègement de l'écrit, interrogation à l'oral...)
- aménagements scolaires (tiers-temps pédagogique pour les examens, allègement de l'emploi du temps...)
- aménagement de temps de scolarisation (temps partiel, ou temps partagé avec un hôpital...)
- aide humaine : l'AESH (Accompagnant d'Elèves en Situation de Handicap) anciennement AVS contribue à la réalisation du projet personnalisé de scolarisation (PPS) Circulaire n° 2003-092 du 11/06/2003. Les AESH ont vocation à accompagner des élèves handicapés, quelle que soit l'origine du handicap, et quel que soit le niveau d'enseignement.
- Aides techniques à usage individuel (outils informatiques...)
- Transports (VSL...)
- Intervention d'un SESSAD (Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile) : cette structure rassemble des rééducateurs, des psychologues, des éducateurs...qui interviennent à domicile ou directement dans l'établissement scolaire.
- Financement de rééducations (ergothérapie..) via l'Allocation d'Education de l'Enfant handicapé

Le PPS peut aussi faire des propositions d'orientations :

- ULIS école (Unité localisée d'Inclusion Scolaire) pour les enfants de 6 à 12 ans.
- ULIS collège (Unité localisée d'Inclusion Scolaire) pour les adolescents de 11 à 16 ans.
- ULIS lycée¹
- IEM (Institut d'Education Motrice)
- IME (Institut Médico-éducatif)

¹ Liste des ULIS disponibles sur le site de l'Education Nationale et des académies
Information sur les ULIS voir la circulaire N° 2015-129 du B. O du 21/08/2015

En milieu ordinaire



5. Scolarisation à domicile

- **SAPAD (Service d'Aide Pédagogique A Domicile) :** www.lespep.org

Dans le cadre du dispositif national d'assistance pédagogique à domicile en faveur des enfants et adolescents atteints de troubles de la santé, le SAPAD (service gratuit financé par l'Education Nationale, les mutuelles et l'association départementale des PEP) met un (des) enseignant(s) à la disposition de l'élève, au vu d'un certificat médical, après avis du médecin départemental de l'Education Nationale (circulaires de juillet de 1998).

Ce dispositif peut être complété par l'intervention des associations d'enseignants bénévoles, agréées par l'Education Nationale, par exemple :

- **Associations d'enseignants bénévoles**

L'école à l'hôpital : www.lecolealhopital-idf.org

Votre école chez vous : www.vecv.org

- Existe également pour un enseignement à domicile : le **CNED (Centre National d'Enseignement à Distance) :** www.cned.fr

6. Les différents types d'aménagements pour les examens

Les candidats en situation de handicap qui se présentent aux examens de l'enseignement scolaire bénéficient des aménagements rendus nécessaires par leur situation. Articles L. 112-4, D. 112-1

Ces aménagements peuvent porter sur :

- **Les conditions de déroulement des épreuves** (conditions matérielles, aides techniques, aides humaines). L'assistance d'un(e) secrétaire pourra être accordée, qui écrira sous la dictée du candidat, pour ceux qui ne peuvent pas écrire à la main, utiliser leur propre matériel (ordinateur...) ou qui ne peuvent pas s'exprimer par écrit d'une manière autonome. Des sujets transcrits en braille ou en gros caractères avec un fort contraste pourront être proposés
- **Une majoration du temps imparti** pour une ou plusieurs épreuves (cette majoration ne peut excéder le tiers du temps prévu pour l'épreuve, sauf dans des situations exceptionnelles)
- **La conservation, durant cinq ans, des notes obtenues** à des épreuves (quelle que soit leur valeur)
- **L'étalement sur plusieurs sessions consécutives** du passage des épreuves
- **Des adaptations d'épreuves ou des dispenses d'épreuves**, dans les conditions prévues par la réglementation de l'examen

Comment demander un aménagement des épreuves ?

Les candidats sollicitant un aménagement de leurs conditions d'examen ou de concours doivent adresser leur **demande** à l'un des médecins désignés par la CDAPH de la MDPH. La réglementation a prévu de confier l'instruction de cette demande à un **expert indépendant** (le médecin désigné par la CDAPH), afin de s'assurer que toutes les conditions de neutralité et d'objectivité soient réunies.

La demande doit être formulée :

- dès l'inscription à l'examen pour les candidats dont le handicap est connu au moment de l'ouverture des registres d'inscription, jusqu'à deux mois avant la première épreuve de l'examen pour les autres candidats.
- La liste des médecins désignés peut être obtenue auprès du rectorat (division des examens et concours), du SIEC d'Arcueil pour les candidats des académies de Paris, Créteil et Versailles, de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), du chef d'établissement, du médecin de l'Education Nationale intervenant dans l'établissement, et auprès de l'enseignant référent (pour plus de précisions sur l'enseignant référent, voir les articles [D. 351-12](#) et [D. 351-13](#) du code de l'Education).

ANNEXES

Glossaire

AVS	Auxiliaire de vie scolaire
AESH	Accompagnement d'Elève en Situation de Handicap
CAMSP	Centre d'Action Médico Social Précoce
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
CMP	Centre Médico Psychologique
CMPP	Centre Médico Psycho Pédagogique
CNSA	Caisse Nationale de solidarité et d'Autonomie
EE	Equipe éducative
EP	Equipe pédagogique
EPE	Equipe pluridisciplinaire d'évaluation
ER	Enseignant référent
ESS	Equipe de suivi de scolarisation
GEVA Sco	Guide d'évaluation des besoins de compensation en matière de scolarisation
IEM	Institut d'Education Motrice
IME	Institut Médico-éducatif
MDPH	Maison départementale des personnes handicapées
PAI	Projet d'Accueil Individualisé
PAP	Plan d'Accompagnement Personnalisé
PPS	Projet Personnalisé de Scolarisation
ULIS	Unité localisée d'Inclusion Scolaire
SAPAD	Service d'Aide Pédagogique A Domicile
SESSAD	Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile

Doit-on informer l'école du handicap de l'enfant ?

L'enfant passe une grande partie de son temps à l'école. Les adultes qui s'en occupent et les enseignants, devraient pouvoir être informés de l'existence de sa pathologie, dans le respect du secret médical, pour connaître les précautions à prendre, afin de lui permettre d'apprendre et de s'épanouir en toute sécurité.

L'enseignant référent qui suit mon enfant participe t-il ou a-t-il le droit de participer à l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH ?

Oui

L'enseignant référent qui suit mon enfant participe t-il ou a-t-il le droit de participer à la CDAPH de la MDPH ?

Non, la CDAPH est composée de 23 membres élus pour 4 ans (représentants du Conseil Général, associations de parents, médecins, enseignants spécialisés chargés de la scolarisation au sein de la MDPH...) en revanche les parents peuvent demander audience à la CDAPH (il suffit de cocher « non » sur la dernière page du CERFA à la question : « souhaitez-vous une procédure simplifiée ? »).

Que faire et à qui parler si je ne suis pas d'accord avec les décisions prises par la CDAPH ?

Si lors de l'ESS les avis divergent, ils doivent être mentionnés dans le compte rendu. Les parents en cas de désaccord peuvent s'adresser à l'enseignant référent pour demander une révision du PPS même si les autres membres de l'ESS ne sont pas d'accord.

Le directeur ou le chef d'établissement est garant de la mise en œuvre du PPS même s'il n'est pas d'accord avec la décision de la CDAPH.

Est-ce que je peux recruter moi-même une AESH (anciennement AVS) ?

Oui, en faisant appel à une association agréée par l'Inspection ASH.

Puis-je faire une demande d'AESH (anciennement AVS) ou d'aide technique de compensation (ordinateur...) en dehors de l'enseignant référent et de l'ESS ?

Oui, la famille est seule habilitée à saisir la MDPH. Cette dernière interpelle ensuite l'enseignant référent pour obtenir les éléments scolaires (GEVA-Sco, bilan psychologique, Psychopédagogique....) si l'enfant a déjà un PPS..

Dans le cas contraire, l'école doit réunir l'équipe éducative pour une première demande.

La famille peut se faire accompagner de l'enseignant référent pour saisir la MDPH mais ce n'est pas une obligation.

L' AESH (anciennement AVS) s'occupe également d'un autre enfant qui n'a pas du tout les mêmes difficultés que le mien ? Pourquoi ai-je une AESH collective alors que la CDAPH accordé à mon enfant une AEH i ?

Une AESH qui accompagne 2 enfants n'est pas nécessairement une AESH- co. Ce peut être une AESH- i qui assure plusieurs accompagnements pour couvrir la totalité de son temps de travail (exemple 24 heures de contrat = 2 élèves notifiés 12h).

En revanche, un élève notifié d'une AESH- co peut partager sur le même temps une AESH avec un autre élève car on considère que son besoin d'accompagnement est discontinu, ponctuel.

Education Nationale

La scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap :

<http://www.education.gouv.fr/cid3/les-rectorats-services-departementaux-education-nationale.html>

<http://www.education.gouv.fr/cid207/la-scolarisation-des-eleves-handicapes.html>

B. O du 21/08/2015 de l'Education Nationale – Circulaire N° 2015-129 « Scolariser des élèves en situation de handicap »

L'École inclusive : une dynamique qui s'amplifie en faveur des élèves et des étudiants en situation de handicap

<http://www.education.gouv.fr/cid84379/l-ecole-inclusive-une-dynamique-qui-s-amplifie-en-faveur-des-eleves-et-des-etudiants-en-situation-de-handicap.html&xtmc=modeledepai&xtnp=1&xtcr=1>

Guide pour la scolarisation d'un enfant Handicapé (2012) :

http://cache.media.education.gouv.fr/file/Actualite_pedagogique/52/4/Guide_pour_la_scolarisation_des_enfants_et_adolescents_handicapes_211524.pdf

Ecole pour tous (site ressource de l'EN sur les aménagements et adaptations)

<http://www.ecolepourtous.education.fr/questions-reponses.html>

Académie de Paris :

Mission académique à la scolarisation des élèves en situation de handicap :

https://www.ac-paris.fr/portail/jcms/piapp1_18399/mission-academique-pour-la-scolarisation-des-eleves-en-situation-de-handicap

Plaquettes d'information sur les dispositifs parisiens

http://pia.ac-paris.fr/portail/jcms/p1_467392/scolarisation-des-eleves-en-situation-de-handicap

Aménagement aux examens pour les candidats en situation de handicap :

http://pia.ac-paris.fr/portail/jcms/p1_333234/amenagements-aux-examens-pour-les-candidats-en-situation-de-handicap?hlText=am%C3%A9nagements

}}}}}